

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Léry _____

Code géographique : 67055 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Dale Stewart, atteste la véracité du rapport financier

de Léry pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-06-06

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Léry, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Léry au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Léry inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Chiasson Gauvreau Inc.

(1) Denis Gauvreau, CPA auditeur, CA

DATE 2016-06-06

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

S.O.

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 058 425	3 082 242			3 082 242	2 993 215
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 825	3 547			3 547	2 729
Quotes-parts	3						
Transferts	4	129 375	110 904			110 904	146 262
Services rendus	5	5 300	15 349			15 349	7 331
Imposition de droits	6	117 450	140 840			140 840	158 532
Amendes et pénalités	7	37 500	53 146			53 146	36 542
Intérêts	8	26 250	33 687			33 687	31 797
Autres revenus	9	19 975	70 169			70 169	83 937
	10	3 397 100	3 509 884			3 509 884	3 460 345
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		30 000			30 000	881 330
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						28 503
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		30 000			30 000	909 833
	18	3 397 100	3 539 884			3 539 884	4 370 178
Charges							
Administration générale	19	456 725	504 647	19 870		524 517	536 030
Sécurité publique	20	933 175	604 028	38 109		642 137	915 876
Transport	21	371 225	411 977	45 325		457 302	392 979
Hygiène du milieu	22	458 575	668 678	531 577		1 200 255	863 006
Santé et bien-être	23	24 350	23 843			23 843	24 398
Aménagement, urbanisme et développement	24	200 050	247 627			247 627	189 977
Loisirs et culture	25	79 625	99 625	6 859		106 484	137 865
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	419 875	393 977			393 977	415 378
Amortissement des immobilisations	28	611 525	641 740	(641 740)			
	29	3 555 125	3 596 142			3 596 142	3 475 509
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(158 025)	(56 258)			(56 258)	894 669

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(158 025)	(56 258)	894 669
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	30 000 ) (	909 833)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(158 025)	(86 258)	(15 164)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	611 525	641 740	630 049
Produit de cession	5		200	
(Gain) perte sur cession	6		(200)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	611 525	641 740	630 049
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12		6 095	2 105
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		6 095	2 105
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	520 825 ) (	517 268 ) (	414 210)
	18	(520 825)	(517 268)	(414 210)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	65 000 ) (	120 747 ) (	128 441)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	30 000	30 851	69 328
Excédent de fonctionnement affecté	21		84 550	66 200
Réserves financières et fonds réservés	22	102 325	25 185	25 185
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	67 325	19 839	32 272
	26	158 025	150 406	250 216
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		64 148	235 052

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		30 000	909 833
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(15 000)	(20 286)	(8 530)
Sécurité publique	3	(10 000)	(24 390)	(8 959)
Transport	4	(30 000)	(82 884)	(51 401)
Hygiène du milieu	5	()	(212 387)	(368 705)
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()
Loisirs et culture	8	(10 000)	(113 414)	(12 638)
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	(65 000)	(453 361)	(432 315)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	()	(6 128)	(6 128)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			(452 531)
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	65 000	120 747	128 441
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		155 981	78 860
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		17 400	
	18	65 000	294 128	207 301
	19		(165 361)	(683 673)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(135 361)	226 160

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	498 900	525 458	455 044
Charges sociales	2	90 700	89 664	78 102
Biens et services	3	1 518 925	1 556 676	1 526 129
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	419 875	326 754	351 424
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		67 223	63 954
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	415 200	376 109	357 592
Autres	10			
Autres organismes	11		12 518	13 215
Amortissement des immobilisations	12	611 525	641 740	630 049
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	3 555 125	3 596 142	3 475 509

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	3 058 425	3 082 242	2 993 215
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 825	3 547	2 729
Quotes-parts	3			
Transferts	4	129 375	140 904	1 027 592
Services rendus	5	5 300	15 349	7 331
Imposition de droits	6	117 450	140 840	158 532
Amendes et pénalités	7	37 500	53 146	36 542
Intérêts	8	26 250	33 687	31 797
Autres revenus	9	19 975	70 169	112 440
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	3 397 100	3 539 884	4 370 178
Charges				
Administration générale	12	473 300	524 517	536 030
Sécurité publique	13	968 975	642 137	915 876
Transport	14	411 075	457 302	392 979
Hygiène du milieu	15	972 200	1 200 255	863 006
Santé et bien-être	16	24 350	23 843	24 398
Aménagement, urbanisme et développement	17	200 050	247 627	189 977
Loisirs et culture	18	85 300	106 484	137 865
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	419 875	393 977	415 378
	21	3 555 125	3 596 142	3 475 509
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(158 025)	(56 258)	894 669
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		15 251 909	14 357 240
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		15 251 909	14 357 240
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		15 195 651	15 251 909

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(158 025)	(56 258)	894 669
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	65 000 ) (	453 361 ) (	432 315)
Produit de cession	3		200	
Amortissement	4	611 525	641 740	630 049
(Gain) perte sur cession	5		(200)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	546 525	188 379	197 734
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(903)	4 736
	11		(903)	4 736
	12	388 500	131 218	1 097 139
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	388 500	131 218	1 097 139
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(8 089 647)	(9 186 786)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(8 089 647)	(9 186 786)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(7 958 429)	(8 089 647)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	258 129	397 103
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	5 332 262	5 607 726
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5	11 781	11 748
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	5 602 172	6 016 577
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	2 750 000	2 100 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	288 820	494 410
Revenus reportés (note 12)	13	5 798	2 484
Dette à long terme (note 13)	14	10 515 983	11 509 330
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	13 560 601	14 106 224
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(7 958 429)	(8 089 647)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	23 141 019	23 329 398
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 428	1 428
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21	11 633	10 730
	22	23 154 080	23 341 556
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	15 195 651	15 251 909

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(56 258)	894 669
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	641 740	630 049
Autres			
- Gain cession d'immobilisations	3	(200)	
-	4		
	5	585 282	1 524 718
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	275 464	220 496
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(205 590)	54 642
Revenus reportés	9	3 314	440
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(903)	4 736
	14	657 567	1 805 032
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(453 361)	(432 315)
Produit de cession	16	200	
	17	(453 161)	(432 315)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(6 128)	(6 128)
Remboursement ou cession	19	6 095	2 105
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23	(33)	(4 023)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		(11 866)
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 028 532)	(995 398)
Variation nette des emprunts temporaires	26	650 000	(300 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	35 185	35 184
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(343 347)	(1 272 080)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(138 974)	96 614
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	397 103	300 489
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	258 129	397 103

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Léry est un organisme municipal constitué et régi selon la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Léry, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés et des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

D) Passifs

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

E) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	20 et 40 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans
Améliorations locatives	10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût. Les coûts inhérents aux ventes pour taxes, de la date d'adjudication jusqu'à la fin de la période de retrait, ont été considérés.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins des frais d'émission de la dette à long terme et est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, l'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucun effet sur l'excédent (déficit) de fonctionnement non affecté.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	215 000	222 400
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	101 919	103 068
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 327 529	4 808 085
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	506 131	537 507
Organismes municipaux	8	312 438	81 899
Autres			
- Droit de mutation	9	23 948	35 458
- Autres	10	60 297	41 709
	11	5 332 262	5 607 726
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	4 259 241	4 770 505
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	4 259 241	4 770 505
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	17 103	47 122
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	11 781	11 748
Autres placements	23		
	24	11 781	11 748
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 16 533	16 638
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	<u>16 533</u>	<u>16 638</u>
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.		
Note		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
Au 31 décembre 2015, la municipalité dispose d'une marge de crédit bancaire de 20 339 500 \$. Le solde utilisé au 31 décembre 2015 est de 2 750 000 \$.		
Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 197 280	166 620
Salaires et avantages sociaux	38 43 549	26 947
Dépôts et retenues de garantie	39	
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	
Autres		
- Intérêts	43 43 248	50 417
- Organismes municipaux	44 4 743	250 426
-	45	
-	46	
-	47	
	48	
	<u>288 820</u>	<u>494 410</u>
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	49 4 665	1 366
Transferts	50	
Autres		
- Loyer	51 1 133	1 118
-	52	
	53	
	<u>5 798</u>	<u>2 484</u>
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,90	3,00	2016	2018	54	9 222 800	10 117 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		51 396
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,25	4,25	2016	2016	60	174 543	208 679
Autres	3,07	3,07	2016	2018	61	1 158 600	1 207 100
					62	10 555 943	11 584 475
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(39 960)	(75 145)
					64	10 515 983	11 509 330

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2015</u>				
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>					
2016	65	73	3 902 200	81	178 460	90	49 900	98	4 130 560
2017	66	74	5 194 000	82		91	51 400	99	5 245 400
2018	67	75	126 600	83		92	1 057 300	100	1 183 900
2019	68	76		84		93		101	
2020	69	77		85		94		102	
2021 et +	70	78		86		95		103	
	71	79	9 222 800	87	178 460	96	1 158 600	104	10 559 860
Intérêts et frais accessoires				88	(3 917)			105	(3 917)
	72	80	9 222 800	89	174 543	97	1 158 600	106	10 555 943

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(7 958 429)
Tiers		(8 089 647)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(7 958 429)
		(8 089 647)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	8 704 609	139	109 574	166		193	8 814 183
Eaux usées	112	11 663 732	140	93 330	167		194	11 757 062
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	2 048 089	141	147 747	168		195	2 195 836
Autres	114		142		169		196	
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	653 256	144	17 553	171		198	670 809
Améliorations locatives	117	16 390	145		172		199	16 390
Véhicules	118	714 707	146	48 552	173	14 971	200	748 288
Ameublement et équipement de bureau	119	186 194	147	24 068	174		201	210 262
Machinerie, outillage et équipement divers	120	209 708	148	12 537	175		202	222 245
Terrains	121	1 861 444	149		176		203	1 861 444
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>26 058 129</u>	151	<u>453 361</u>	178	<u>14 971</u>	205	<u>26 496 519</u>
Immobilisations en cours	124	<u>4 756</u>	152		179		206	<u>4 756</u>
	125	<u>26 062 885</u>	153	<u>453 361</u>	180	<u>14 971</u>	207	<u>26 501 275</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	529 553	154	234 511	181		208	764 064
Eaux usées	127	716 453	155	294 329	182		209	1 010 782
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	679 545	156	34 217	183		210	713 762
Autres	129		157		184		211	
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	369 404	159	15 327	186		213	384 731
Améliorations locatives	132	8 195	160	1 639	187		214	9 834
Véhicules	133	175 742	161	39 923	188	14 971	215	200 694
Ameublement et équipement de bureau	134	147 494	162	7 788	189		216	155 282
Machinerie, outillage et équipement divers	135	107 101	163	14 006	190		217	121 107
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>2 733 487</u>	165	<u>641 740</u>	192	<u>14 971</u>	219	<u>3 360 256</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>23 329 398</u>					220	<u>23 141 019</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	423 768	224		226		228	423 768
Amortissement cumulé	222	(63 851)	225	(21 331)	227	()	229	(85 182)
Valeur comptable nette	223	<u>359 917</u>					230	<u>338 586</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	1 428	1 428
	234	1 428	1 428
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	1 428	1 428

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	11 633	10 730
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	11 633	10 730

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville de Léry s'est engagée en vertu de divers contrats à verser les montants suivants :

2016	909 285 \$
2017	834 977 \$
2018	579 364 \$
2019	535 855 \$
2020	533 925 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Dans le cadre du contrat intervenu entre la Ville et un fournisseur, relativement à la mise en place des réseaux d'égouts sanitaires et d'aqueduc (secteur des Parcs et chemin du Lac St-Louis), le fournisseur fait état d'une demande de paiement de 3 402 956 \$. En janvier 2014, ce dernier a signifié à la Ville une requête introductive d'instance.

La Ville considère qu'elle a acquitté les sommes dues aux termes du contrat intervenu

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

entre les parties et refuse de payer.

De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

La Ville et la Municipalité régionale de comté (MRC) font l'objet, conjointement, d'une requête introductive d'instance de la part de certains propriétaires de lots de la ville. Ces propriétaires demandent à la Cour de déclarer certains règlements de zonage de la Ville et de la MRC inopposables, nuls et inopérants à leur égard et de condamner la Ville et la MRC à verser la somme de 43 855 000 \$ en indemnité et la somme de 125 000 \$ à titre de dommages punitifs.

La Ville et la MRC font aussi l'objet, conjointement, d'une deuxième requête introductive d'instance de la part d'un propriétaire de lots de la ville. Ce propriétaire demande à la Cour de déclarer certains règlements de zonage de la Ville et de la MRC inopposables, nuls et inopérants à son égard et de condamner la Ville et la MRC à verser la somme de 1 200 000 \$ en indemnité.

La Ville et la MRC ont contesté ces réclamations qui, de l'avis de la direction, sont sans fondement. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et les montants que la Ville et la MRC pourraient, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers de la Ville.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs nets financiers comportent une comparaison avec le budget adopté par la municipalité.

22. Instruments financiers

S.O.

		2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	241	258 129	397 103
Découvert bancaire	242	()	()
Placements temporaires	243		
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	254	258 129	397 103

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 32 541	260 850
Excédent de fonctionnement affecté	2 607 800	586 725
Réserves financières et fonds réservés	3 254 959	297 544
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (57 551 ) (	92 736)
Financement des investissements en cours	5 (2 557 175)	(2 421 814)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 16 915 077	16 621 340
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	15 195 651	15 251 909
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 32 541	260 850
Organismes contrôlés	10	11
	32 541	260 850
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Matières résiduelles	12 252 025	254 250
- Plaintes et rôle d'évaluation	13 8 550	8 550
- À l'exercice suivant	14 53 000	30 000
- Service incendie/Urbanisme	15 40 000	65 000
- Service de police	16 76 375	76 375
- Allocation de transition	17 8 625	4 275
- CITSO / Élections	18 14 700	10 700
- Aqueduc et égout - Phase I	19 140 850	96 575
- Intersection 132	20 13 675	41 000
	21 607 800	586 725
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	23
-	23	24
-	24	25
	26 607 800	586 725
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	28
-	28	29
-	29	30
-	30	31
-	31	32
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 215 000	205 000
Fonds parcs et terrains de jeux	34	17 400
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	36
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	37
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	38
Financement des activités de fonctionnement	38	39
Fonds local d'investissement	39	40
Fonds local de solidarité	40	41
Autres	41 39 959	75 144
- Frais d'émission	42	43
-	43	44
-	44	45
	254 959	297 544
	254 959	297 544

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	() ()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	50 () ()	() ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	() ()
Autres	52 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	53 () ()	() ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	() ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	() ()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	() ()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	() ()
Autres	59 () ()	() ()
-	60 () ()	() ()
-	61 () ()	() ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	() ()
Autre financement	63 (57 551) ()	(92 736)
	64 (57 551) ()	(92 736)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 151	169
Investissements à financer	66 (2 557 326) ()	(2 421 983)
	67 (2 557 175)	(2 421 814)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 23 141 019	23 329 398
Propriétés destinées à la revente	69 1 428	1 428
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71 11 781	11 748
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 23 154 228	23 342 574
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 10 515 983	11 509 330
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 39 960	75 145
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (4 259 241) ()	(4 770 505)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (57 551) ()	(92 736)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	() ()
	79 6 239 151	6 721 234
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 6 239 151	6 721 234
	82 16 915 077	16 621 340

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 ()	()
Rendement espéré des actifs	35	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36	
Charge de l'exercice	37	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>16 533</u>	<u>16 638</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	10 555 943
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 557 326
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	4 259 241
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	8 854 028
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	8 854 028
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	48 707
Communauté métropolitaine	18	19 276
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	8 922 011
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	8 922 011
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 153 250	2 165 819	2 097 091
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	2 153 250	2 165 819	2 097 091
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	138 875	140 376	123 264
Égout	11	31 900	32 686	32 458
Traitement des eaux usées	12	47 125	47 234	46 815
Matières résiduelles	13	235 175	236 426	235 169
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	9 400	9 544	10 482
Service de la dette	18	442 700	450 157	447 936
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	905 175	916 423	896 124
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	905 175	916 423	896 124
	26	3 058 425	3 082 242	2 993 215

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 1 275	1 285	1 261
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 1 275	1 285	1 261
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 1 150	1 860	1 073
	35 1 150	1 860	1 073
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 2 425	3 145	2 334
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 400	402	395
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44 400	402	395
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 2 825	3 547	2 729

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	51 750	46 802
Traitement des eaux usées	69	25 875	19 297
Réseaux d'égout	70	51 750	44 805
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	129 375	110 904
		110 904	146 262

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		371 921
Traitement des eaux usées	108		153 351
Réseaux d'égout	109		356 058
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	30 000	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	30 000	881 330

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 129 375	140 904	1 027 592

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	5 300	11 487
Sécurité civile	146		4 714
Autres	147		
	148	5 300	11 487
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	5 300	11 487
			4 714

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	182	3 862	2 617
Sécurité publique	183		
Transport			
Réseau routier	184		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	185		
Transport adapté	186		
Transport scolaire	187		
Autres	188		
Autres	189		
Hygiène du milieu	190		
Santé et bien-être	191		
Aménagement, urbanisme et développement	192		
Loisirs et culture	193		
Réseau d'électricité	194		
	195	3 862	2 617
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	5 300	15 349
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	197	20 250	18 461
Droits de mutation immobilière	198	97 200	122 379
Droits sur les carrières et sablières	199		142 292
Autres	200		
	201	117 450	140 840
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	37 500	53 146
INTÉRÊTS	203	26 250	33 687
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	200	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206		
Contributions des promoteurs	207		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		
Contributions des organismes municipaux	209	43 524	40 033
Autres contributions	210		28 503
Autres	211	19 975	26 445
	212	19 975	70 169
		70 169	112 440

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	78 350	93 940		93 940	75 834
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	231 825	256 862	19 870	276 732	276 850
Greffe	4	4 000				
Évaluation	5	25 075	25 519		25 519	56 608
Gestion du personnel	6					
Autres	7	117 475	128 326		128 326	126 738
	8	456 725	504 647	19 870	524 517	536 030
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	736 400	388 236		388 236	699 640
Sécurité incendie	10	193 525	213 362	38 109	251 471	213 517
Sécurité civile	11	500				
Autres	12	2 750	2 430		2 430	2 719
	13	933 175	604 028	38 109	642 137	915 876
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	184 400	226 630	45 325	271 955	202 730
Enlèvement de la neige	15	69 500	62 025		62 025	79 701
Éclairage des rues	16	22 700	25 452		25 452	20 185
Circulation et stationnement	17	10 850	8 565		8 565	13 955
Transport collectif						
Transport en commun	18	83 550	89 096		89 096	76 235
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	225	209		209	173
	22	371 225	411 977	45 325	457 302	392 979

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	52 275	34 398	20 794	55 192	54 369
Réseau de distribution de l'eau potable	24	86 600	217 059	216 454	433 513	276 455
Traitement des eaux usées	25	47 125	39 231	89 128	128 359	117 857
Réseaux d'égout	26	31 900	181 260	205 201	386 461	217 378
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	87 925	67 809		67 809	66 538
Élimination	28	87 925	67 809		67 809	66 538
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	59 325	59 039		59 039	57 532
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	5 500	2 073		2 073	6 339
	40	458 575	668 678	531 577	1 200 255	863 006
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	24 350	23 843		23 843	24 398
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	24 350	23 843		23 843	24 398
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	170 725	208 162		208 162	143 198
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	14 325	14 330		14 330	14 714
Tourisme	49					
Autres	50		5 291		5 291	15 038
Autres	51	15 000	19 844		19 844	17 027
	52	200 050	247 627		247 627	189 977

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 750	2 691		2 691	4 730
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	10 150	19 541	6 859	26 400	14 236
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	14 900	22 232	6 859	29 091	18 966
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	64 725	77 393		77 393	118 899
	66	64 725	77 393		77 393	118 899
	67	79 625	99 625	6 859	106 484	137 865
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	384 675	291 569		291 569	316 239
Autres frais	70	35 200	35 185		35 185	35 185
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		67 223		67 223	63 954
	73	419 875	393 977		393 977	415 378
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	611 525	641 740	(641 740)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Léry (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

[Original signé par]

Chiasson Gauvreau Inc.

(1) Denis Gauvreau, CPA auditeur, CA

DATE 2016-06-06

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		3 082 242
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		<hr/> 3 082 242

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	3 082 242
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>3 082 242</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		46 347	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		9 544	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>55 891</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>3 026 351</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>356 479 100</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>358 972 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>357 725 550</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>3 026 351</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>357 725 550</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	| | | , | 8 | 4 | 6 | 0 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	109 573	110 142
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	28 405	45 353
Conduites d'égout	4	64 926	103 663
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	30 000	34 333
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	10 000	113 414
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	15 000	13 361
Édifices communautaires et récréatifs	14		4 329
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	10 000	48 552
Ameublement et équipement de bureau	18	24 068	15 349
Machinerie, outillage et équipement divers	19	12 537	10 583
Terrains	20		15 372
Autres	21		
	22	65 000	453 361
			432 315

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		132 216
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	109 573	110 142
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30	28 405	45 353
Conduites d'égout	31	64 926	103 663
Autres infrastructures	32	147 747	
Autres immobilisations	33	102 710	40 941
	34	453 361	432 315

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	10 117 300		894 500	9 222 800
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	51 396		51 396	
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	208 679		34 136	174 543
Autres	6	1 207 100		48 500	1 158 600
	7	11 584 475		1 028 532	10 555 943
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	182 299		18 000	164 299
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	6 631 671		499 268	6 132 403
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	6 813 970		517 268	6 296 702
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 770 505		511 264	4 259 241
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	4 770 505		511 264	4 259 241
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	4 770 505		511 264	4 259 241
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	4 770 505		511 264	4 259 241
	26	11 584 475		1 028 532	10 555 943
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	11 584 475		1 028 532	10 555 943

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1	20 025	24 518	20 174
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	81 550	84 245	73 124
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	235 175	194 656	190 607
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	24 350	23 845	24 398
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	9 900	8 118	10 028
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	14 325	14 330	14 714
Autres	21	23 300	19 844	17 027
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	6 575	6 553	7 520
Réseau d'électricité				
	24			
	25	415 200	376 109	357 592

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	37,50	***	***	***
Professionnels	2	1,00	35,00	***	***	***
Cols blancs	3	2,75	35,00	***	***	***
Cols bleus	4	2,67	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	20,00	3,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	27,42		***	***	***
Élus	9	7,00		51 327	4 541	55 868
	10	34,42		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	46 802				46 802
Traitement des eaux usées	14	19 297				19 297
Réseaux d'égout	15	44 805				44 805
Autres	16		30 000			30 000
	17	110 904	30 000			140 904

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	=	Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale															
Application de la loi	1		27		53		79		105					131	
Évaluation	2	25 519	28		54	25 519	80		106			25 519		132	
Autres	3	479 128	29	19 870	55	498 998	81		107	3 862		495 136		133	
	4	504 647	30	19 870	56	524 517	82		108	3 862		520 655		134	
Sécurité publique															
Police	5	388 236	31		57	388 236	83		109			388 236		135	
Sécurité incendie	6	213 362	32	38 109	58	251 471	84		110	11 487		239 984		136	7 825
Sécurité civile	7		33		59		85		111					137	
Autres	8	2 430	34		60	2 430	86		112			2 430		138	
	9	604 028	35	38 109	61	642 137	87		113	11 487		630 650		139	7 825
Transport															
Réseau routier															
Voirie municipale	10	226 630	36	45 325	62	271 955	88		114			271 955		140	2 789
Enlèvement de la neige	11	62 025	37		63	62 025	89		115			62 025		141	
Autres	12	34 017	38		64	34 017	90		116			34 017		142	
Transport collectif	13	89 096	39		65	89 096	91		117			89 096		143	
Autres	14	209	40		66	209	92		118			209		144	
	15	411 977	41	45 325	67	457 302	93		119			457 302		145	2 789
Hygiène du milieu															
Eau et égout															
Approvisionnement et traitement de l'eau potable															
Réseau de distribution de l'eau potable	16	34 398	42	20 794	68	55 192	94		120			55 192		146	3 945
Traitement des eaux usées	17	217 059	43	216 454	69	433 513	95		121			433 513		147	161 252
Réseaux d'égout	18	39 231	44	89 128	70	128 359	96		122			128 359		148	66 398
Matières résiduelles	19	181 260	45	205 201	71	386 461	97		123			386 461		149	151 768
Déchets domestiques et assimilés	20	135 618	46		72	135 618	98		124			135 618		150	
Matières recyclables	21	59 039	47		73	59 039	99		125			59 039		151	
Autres	22		48		74		100		126					152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127					153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128					154	
Autres	25	2 073	51		77	2 073	103		129			2 073		155	
	26	668 678	52	531 577	78	1 200 255	104		130			1 200 255		156	383 363

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	23 843	172	187	23 843	202	217	23 843		232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218			233	
Autres	159		174	189		204	219			234	
	160	23 843	175	190	23 843	205	220	23 843		235	
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	208 162	176	191	208 162	206	221	208 162		236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222			237	
Promotion et développement économique	163	19 621	178	193	19 621	208	223	19 621		238	
Autres	164	19 844	179	194	19 844	209	224	19 844		239	
	165	247 627	180	195	247 627	210	225	247 627		240	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	22 232	181	6 859	29 091	211	226	29 091		241	
Activités culturelles											
Bibliothèques	167		182	197		212	227			242	
Autres	168	77 393	183	198	77 393	213	228	77 393		243	
	169	99 625	184	6 859	106 484	214	229	106 484		244	
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230			245	
	171	2 560 425	186	641 740	3 202 165	216	15 349	3 186 816		246	393 977

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	453 361	432 315
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	453 361	432 315

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	260 850	333 961
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	260 850	333 961
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	64 148	235 052
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(30 851)	(69 328)
Activités d'investissement	6	(155 981)	(78 860)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(105 625)	(159 975)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(228 309)	(73 111)
Solde à la fin de l'exercice	12	32 541	260 850
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	586 725	492 950
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	586 725	492 950
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(84 550)	(66 200)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	105 625	159 975
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	21 075	93 775
Solde à la fin de l'exercice	22	607 800	586 725
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	297 544	322 729
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	297 544	322 729
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(25 185)	(25 185)
Activités d'investissement	27	(17 400)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(42 585)	(25 185)
Solde à la fin de l'exercice	31	254 959	297 544

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33 (92 736)	(127 922)
Solde redressé au début de l'exercice	34 (92 736)	(127 922)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	49
	50 35 185	35 186
	51 35 185	35 186
Solde à la fin de l'exercice	52 (57 551)	(92 736)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (2 421 814)	(2 647 974)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	54
Solde redressé au début de l'exercice	55 (2 421 814)	(2 647 974)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 (135 361)	226 160
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	57
Excédent de fonctionnement affecté	58	58
Réserves financières et fonds réservés	59	59
	60 (135 361)	226 160
Solde à la fin de l'exercice	61 (2 557 175)	(2 421 814)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 16 528 604	15 855 574
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63 92 736	127 922
Solde redressé au début de l'exercice	64 16 621 340	15 983 496
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	65
	66	66
Variation résiduelle de l'exercice	67 293 737	637 844
Solde à la fin de l'exercice	68 16 915 077	16 621 340

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>225 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>225 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>225 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ()	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15	16	17	18	19 ()	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 | 9 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 5 | 9 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 1 | 1 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 9 | 6 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 5 | 9 | 0 | 0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 | 7 | 5 | , | 0 | 0 |	\$
Égout	2	1 | 5 | 0 | , | 0 | 0 |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | |	\$
Matières résiduelles	5	2 | 2 | 0 | , | 0 | 0 |	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Raccordement eau et égout - Phase I	,1160	1	Dettes - Réseau Phase I
Raccordement eau et égout - Phase I	521,5000	4	Dettes - Réseau Phase I
Raccordement eau	574,5000	4	Presqu'île Asselin
Raccordement eau et égout	435,2500	4	Place du Marquis
Raccordement condominium	1 168,2500	4	Dettes - Place Marquis
Raccordement condominium	45,6100	4	Travaux - Place Marquis

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	5 949 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1, rue de l'Hôtel-de-Ville
(no) (rue)
Léry J6N 1E8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 692-6861
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 692-6881
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dstewart@lery.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Dale Stewart

Téléphone (450) 692-6861
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 692-6881
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dstewart@lery.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Chiasson Gauvreau Inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 185, boul, St-Jean-Baptiste, bureau 200
(no) (rue)
Châteauguay J6K 3B4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 691-1091
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 691-3238
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Isenecal@chiassongauvreau.ca

Responsable du dossier Louise Sénécal, B.A.A.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Dale Stewart , atteste que le rapport financier de Léry pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-06-13 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Léry .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Léry consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Léry détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (56 258) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,8460 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-06-09 11:27:25

Date de transmission au Ministère : 2016/06/14